

# Le Libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à Georges VIDAL

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE  
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10°)  
Chèque postal : Férendel 586-65 Paris

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent inséparer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## Ambiance Sociale et Nature Humaine

Les penseurs de jadis, jusqu'en 1848, ont tenté de démontrer, au cours de leurs recherches philosophiques, que toutes les formes de sociétés existantes, depuis l'antiquité, relèvent d'un même principe : la nature des individus qui les composent. Des discussions sans fin se firent pour, afin de déterminer quelle était la meilleure, ou la pire, des organisations sociales, en prenant comme base la psychologie humaine ; les uns soutenaient la possibilité de voir les masses s'adapter à des régimes plus libéraux ; les autres défendaient la thèse contraire ; et, dans la fièvre de la bataille, les adversaires ne manquèrent pas de s'accuser mutuellement. Les premiers appelaient les seconds réactionnaires, conservateurs, rétrogrades ; les seconds répliquaient aux premiers : utopistes, illusionnés. Si bien qu'il en résulta que les sociologues, économistes et philosophes en général, ne se basant pas sur le principe évolutif de l'ambiance, mais uniquement sur la nature humaine, se sont égarés dans un labyrinthe compliqué de recherches. Ils suivirent des détours inutiles, s'efforçant de mettre en valeur leur thèse respective, les uns en émettant des concepts exclusivement historiques, analysant le processus de certaines évolutions qui ont réussi à perfectionner de-ci, de-là, certaines sociétés, pour, enfin, en arriver à soutenir que ce n'était pas l'ambiance qui créait l'individu, mais que, au contraire, c'était l'individu qui créait l'ambiance, en l'imposant de ses caractéristiques particulières.

Marx survint et renversa d'un coup tous ces principes.

La théorie marxiste de l'économie sociale, tout en critiquant les bases fondamentales des sociologues qui l'ont précédée, et tout en tenant compte des conditions de la bourgeoisie d'alors, a, cependant, en arrivant au système économique, à cette conclusion logique : la complète transformation du principe instable sur lequel se repose une société dont les fondements sur lesquels elle s'appuie sont faux et dont les individus vivent en perpétuelle opposition les uns aux autres.

Donc, selon Marx, ce n'est pas l'individu qui crée l'ambiance, mais c'est cette dernière qui donne à la collectivité une éducation de classe qui la sépare des autres et la prépare, pour une époque plus ou moins reculée, à la suprême bataille.

Le développement économique de la bourgeoisie, causé, selon Marx, en une éducation de classe qui est inférieure à la ou son développement est proportionnellement inférieur. Ceci étant donné, le progrès économique de la société bourgeoise rencontrera un arrêt, conséquence logique et naturelle de la concurrence acharnée des capitalistes et les militaires, ce qui revient à dire que la guerre économique, d'abord, la guerre militaire, ensuite, déchaîneront le mécontentement matériel et moral du prolétariat. Fatigué de jouer le rôle de bête de somme et de chair à canon, il se rébellera et en provoquera la fin.

Ici prend place le concept constructeur du marxisme. Sociaux-démocrates, socialistes et communistes se livrent une guerre sans trêve, pour démontrer que, les uns plus que les autres, sont les véritables interprètes, les purs apôtres du marxisme. Toute cette controverse nous importe, après tout, fort peu ; mais, ce qui est surtout important, c'est de savoir, avant qu'il est possible, si la conquête violente ou graduelle du pouvoir (base fondamentale de l'édifice marxiste) correspond aux exigences, aux besoins moraux et matériels du prolétariat.

Donc : conquête immédiate du pouvoir politique, expropriation et graduelle du pouvoir économique. Ce qui est, en fait, advenu en Russie avec la N.E.P.

Le parti communiste — pardon, le prolétariat — détient donc le pouvoir politique, c'est-à-dire l'Etat ou le gouvernement, qu'il le veuille ou non. Et alors ? L'Etat ou gouvernement signifie avoir à sa disposition une police, une magistrature, un régime de fonctionnaires ; cela signifie avoir des préfectures, des tribunaux, des casernes, des soldats, des généraux, des fonctionnaires privilégiés, lesquels ne seront plus ni verts, ni rouges, mais écarlates.

Puis, cet Etat, communiste, ou prolétarien, ne donnera le droit de vote qu'aux seuls producteurs, et ne l'accordera pas aux non-producteurs. Ce qui veut dire que, par ce fait, la division des classes sociales se perpétuera.

L'Etat, ou dictature du prolétariat, expropriera lentement le pouvoir économique. Ce qui revient à dire que la terre et l'industrie n'appartient pas le moins du monde au prolétariat rural et urbain et qu'au sein de l'Etat prolétarien il y aura encore une industrie privée et capitaliste... mais l'industriel n'aura pas droit au vote !

Il existera donc, dans un gouvernement prolétarien, une infériorité politique pour celui qui jouira d'une supériorité économique. Tout cela ne nous apprendrait-il rien ? Regardons bien en face la situation créée pour les uns et pour les autres ? L'un dispose du vote, l'autre de la suprématie économique. Les premiers — disent les marxistes — donneront à l'Etat sa tenue prolétarienne ; ils diront et formeront, par conséquent, un gouvernement de classe, qui contrôlera et dirigera les

éléments, de façon que la conquête révolutionnaire ne puisse pas être détruite ; les autres... non Dieu, les autres, il est vrai, ne peuvent pas voler, mais quelles armes détiennent-ils entre leurs mains ? Le privilège économique, avec tous les moyens matériels restent à leur disposition. Dès cet instant, la bande de financiers corrompus, au moyen de toutes ses influences, toute l'activité de la vie politique en la faisant déchoir, en la désorganisant, en assujettissant les fonctionnaires, jusqu'au jour où les conquêtes révolutionnaires ne seront plus qu'un vague et lointain souvenir. Quand on en sera arrivé à ce point, la reconnaissance diplomatique, officielle, du nouveau gouvernement deviendra un fait accompli. Et alors, que venons-nous ? De nos chers amis ouvriers communistes, dont le devoir est de se trouver aux postes des responsabilités au moment où la révolution éclatera, seuls les audacieux, les consciencieux, les courageux s'y montreront, tandis que ceux qui font le métier de révolutionnaires se terreront dans leur tanière de chiens, d'où ils ne sortiront qu'après le mirage de leur ambition dominatrice, certains d'échapper au péril et à la potence, et ils jetteront à la mer les quelques-uns qui, vraiment, auront lutté pour la Révolution intégrale. Et alors, revenus au pouvoir, ils emploieront les mêmes systèmes et instruments de domination dont ils se sont servis pour combattre la bourgeoisie, qui résisteront alors pour combattre le prolétariat et vice-versa. Et c'est l'histoire de toutes les révolutions politiques.

Ne vous semble-t-il pas que tout ce que nous avons illustré se trouve en contradiction avec les principes fondamentaux du marxisme ou, tout au moins, avec ceux qui ont trait au déterminisme économique ? La contradiction nous paraît patente.

Si l'est vrai que les peuples et les classes possèdent une psychologie en harmonie avec l'ambiance dans laquelle ils vivent et que le régime bourgeois démarque les classes et les classes pour la lutte, avec le gouvernement prolétarien ils s'émanciperont, s'affaibliront et deviendront apathiques ; ils s'enfermeront dans un cercle vicieux, ils feront marche en arrière vers les conditions d'avant... et finiront par devoir tout recommencer !

Par conséquent, l'Etat ne crée que des esclaves. C'est étrange que Marx, qui critique toute la vieille école de l'économie bourgeoise, n'ait pas compris que la question politique n'est qu'une arme artificielle du problème économique et que cette dualité implique un pouvoir qui se développe au dépens d'une classe, créant les injustices, des injustices, et plaçant les individus dans la situation d'attendre « d'en haut » ce qui aurait dû partir d'en bas.

L'homme — objectent les marxistes — est imparfait, incapable d'organiser une existence sociale quelconque sans y introduire un centre d'attraction ; l'autorité est une nécessité inhérente à la vie, sans laquelle nait le désordre, le chaos.

C'est l'opinion de Marx et des marxistes, et ils nous ont assourdi les oreilles à force de nous répéter sur tous les tons que l'Etat, à travers l'histoire des siècles, a toujours défendu les plus forts contre les plus faibles, que c'est l'ambiance qui crée la conscience de l'individu. Et plus encore, par nécessité politique, ils chantent la ritournelle de l'imperfection humaine, afin de laisser en fait à l'Etat le soin de créer l'ambiance. L'Etat, c'est-à-dire les lois d'une minorité d'autocrates et de dominateurs, au préjudice d'une majorité destinée à la subir.

En l'espèce, contradictions de l'autoritarisme.

L'homme est donc imparfait ? Que restait-il à faire ? Comment en sortir ? Tous, nous sommes plus ou moins des victimes de la mauvaise organisation sociale, de l'autoritarisme, de la tradition, de la morale, de l'éducation.

L'éducation et la morale ne sont que le produit de la société dans laquelle nous vivons et dans laquelle nous nous élevons ; tout cela influe sur nos actes. L'esprit religieux nous surveille en cachette, même lorsque nous nous imaginons accomplir un acte révolutionnaire d'émancipation ; la morale, souvent, nous rend perplexes et nous empêche d'agir ; l'éducation se charge du reste. En général, nous sommes esclaves des habitudes, inconsciemment nous pensons des idées qui ne sont pas les nôtres, et c'est pourquoi il reste en nous quelque chose d'artificiel.

Nous découvrons autour de nous une infinité de facteurs qui contrastent avec nos aspirations et nous leur donnons une fausse interprétation. Et nous, qui nous jugeons à travers certaines influences de la morale, de l'éducation courante et de l'esprit religieux, pour nous en libérer nous devons exécuter un effort violent, qu'il est de beaucoup plus difficile d'accomplir s'il s'agit d'une entrave comme est l'Etat. Des siècles et des siècles d'éducation intéressée ont fait croire à l'homme que l'Etat était nécessaire pour protéger et défendre l'individu ; que la morale était nécessaire pour distinguer l'homme de la brute — tandis qu'en vérité, en nous réfugiant au sein de l'Etat, nous ne faisons

## ET VOICI DES PERLES...

Toutes ne sont pas d'égale grosseur ni d'un même orient. Leur ensemble formerait un collier plutôt disparate. Quelques-unes d'entre elles sont pourtant susceptibles d'être montées en épingles. Jugent-en : Voici ce qu'écrivait La Liberté à propos de l'interview du sculpteur N. Allmann qui « eut l'occasion de modeler à Moscou le buste de Lénine » :

Lénine, en mangeant, écrivait un traité de politique. Il ne parlait pas, ne répondait pas aux questions, ne voulait voir personne.

Il ne faisait exception que pour des pauvres gens, des communistes fervents, presque des illuminés « qui s'approchaient de lui comme de Dieu en personne et baissaient le bas de son habit ».

Et l'humanité des lèche-fesses Soviétiques, rapportant cette interview, juge bon d'ajouter :

« Hein ! pour une fois que le journal officiel de la préfecture ne ment pas, ça vaut d'être relé ».

Et goûtez avec moi, comme il convient, cet échange de brevets d'honnêteté :

« Pour atteindre plus rapidement un de nos collaborateurs, L.-O. Frossard, qui est la probité même faite homme, Paris-Sort, etc... »

Signé : Eugène Merle, Paris-Sort.

« Je remercie Eugène Merle d'avoir fait appel à mon concours pour le grand quotidien probe et libre qu'il dirige. »

L.-O. Frossard, L'Égalité.

La palme revient à l'ineffable Souvarine qui bat tous les records de cynisme et qui, oubliant la candidature Lorient-Souvarine « bloc contre bloc », citupère contre les larbins du Bloc des Gauches et parle de syndicalisme sans savoir ce que c'est d'être exploité. Ce gnome distribue des brevets de révolutionnaire :

Tenant Totti pour un bonnet homme qui regrettera franchement un jour de s'être laissé duper par Frossard, et qui rendra justice au révolutionnaire Treint, dévoué corps et âme à la cause du prolétariat.

À la lecture de nouvelles choses, le civil malgré lui Treint doit sentir se tremousser en lui le bonnet à poil orné comme il convient du marleau et de la faucille symboliques.

Voici du meilleur :

Une minorité qui ne grandit ni se développe, qui de Saint-Etienne à Bourges pérorait, c'est parce qu'elle contient l'erreur en elle.

Les militants de la majorité confédérale qui assurent la charge de mener la C. G. T. U. à la bataille de classes, resteront à leur poste... coûte que coûte.

Et ça coûte !... Monmousseau, qui n'hésite pas à se « sacrifier » pour la classe ouvrière, le sait mieux que quiconque.

que consolider plus fortement les superstitions, l'immoralité, la brutalité, l'injustice, auxquelles l'Etat doit, en somme, sa raison d'être.

Dans les limites de l'Etat vivent encore des antichristes, des anarchistes ; mais on peut les compter, et ils se démentent pour faire triompher leurs idées.

Ce petit cercle a une fonction : démolir, détruire, pérorer au fond de la conscience humaine et sociale pour en arracher le mal, l'artifice, l'idolâtrie, les illusions dangereuses et la renouveler.

Les marxistes disent : conquête immédiate du pouvoir politique et lente expropriation du pouvoir économique. Nous en avons constaté les effets pernicieux et illusoirs.

Les anarchistes disent : destruction du pouvoir politique et expropriation intégrale de toute la richesse économique au bénéfice de tous.

Sacrifice d'importance, si nous en croyons l'ex-anarchiste syndicaliste Laforgue, employé à l'Humanité, Monatie, qui écrit :

Ce sont des trompeurs singuliers que ces hommes allant résolument et courageusement au devant des plus graves responsabilités, alors qu'il leur serait si facile d'être à l'abri de la haine et des dangers en retournant à l'atelier.

L'atelier ? Ah ! non... C'est bon pour les cotisants. M. Monatie veut rire.

« Nous avons tous nos défauts, et ceux qui nous les signalent nous rendent service. »

« Oui... évidemment... à moins que... pourtant... enfin je me comprends !... »

Pierre MUALDES.

Pour finir, cette phrase prise dans un article de notre sympathique camarade Léon Daudet :

« Nous avons tous nos défauts, et ceux qui nous les signalent nous rendent service. »

« Oui... évidemment... à moins que... pourtant... enfin je me comprends !... »

Pierre MUALDES.

## La Revue anarchiste

— vient de paraître —

Lire dans ce numéro :

La Makhnovschina, par P. Archinoff.

Des Poèmes, de E. Armand et Georges Vidal.

D'Où vient la Vie, par Cypselus.

L'Eau ruisselle de toutes parts, par Claude Aveline.

La Farce Macabre, par Brutus Mercereau.

La Vie Littéraire, par P. Vigné.

La Revue des Revues, par Maurice Wullens.

L'Opposition ouvrière, par Kollontai.

Ce numéro, exceptionnellement :

2 francs.

Abonnements :

France : 5, 10 et 15 francs.

Extérieur : 6, 12 et 18 francs.

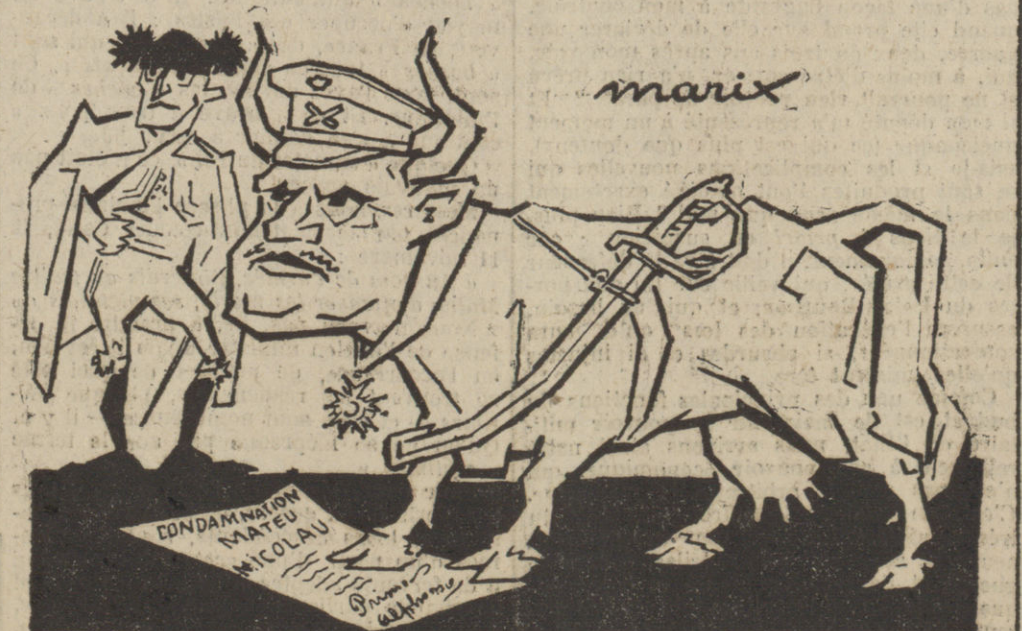
Un abîme incommensurable nous sépare donc !

Les anarchistes détruisent le pouvoir politique et détruisent substantiellement une classe, la classe dominante, et donnent à celle qui reste une base, la plus proche de la perfection, de l'égalité économique. Les anarchistes se défendent contre la formation d'autres autorités (c'est la raison d'être des anarchistes pendant les périodes révolutionnaires et agitées) ; ils placent le prolétariat dans une position telle qu'il peut agir et se défendre, ce qui, en d'autres termes, veut dire : l'habiller à se mouvoir, l'initier à former de petits groupes autonomes qui satisfont ses propres aspirations ; et, du fusil qui a servi à le défendre contre la tyrannie bourgeoise, il se servira, au besoin, contre tous les tyrans qui voudraient s'y substituer.

METEOR.

(Traduit de l'italien, dans la Rivendicazione.)

## PRIMO DE RIVERA



Jadis les taureaux étaient fort en honneur en Espagne. Aujourd'hui ce sont les vaches !...

## A Bourges, la C. G. T. U. abdique tout Syndicalisme

### Orientation... bolcheviste

Nous laisserons de côté, ici, les pantallonnades de Teulade, les redondances de Monmousseau, les coups de mâchoire de Senard et de Lucie Colliard, les poussifs barbaresques d'un Riedette... Tout cela ne nous concerne pas plus ou moins de déplacement d'air, qu'à un seul but : Moscou, son gouvernement, son militarisme, ses tribunaux et sa diplomatie. Passons donc en revue les interventions des syndicalistes et des syndico-anarchistes qui ont su revendiquer pour les travailleurs cette liberté de production et de consommation que leur nient les dictateurs du prolétariat.

### BESNARD

Répondant à ceux qui veulent ne voir dans l'Association Internationale des Travailleurs qu'une « camarilla de quelques bourgeois mécontents de l'I.S.R. », Besnard donne des précisions sur l'Internationale de Berlin.

EUROPE. — En Italie, deux Centrales : une avec Berlin, une avec Amsterdam et maintenant avec... Mussolini.

ESPAGNE. — Confédération Nationale du Travail avec Berlin, Union Générale des Travailleurs avec Amsterdam.

PORTUGAL. — Une Centrale avec Berlin (référéndum : 146 avec Berlin, 6 avec Moscou).

SUEDE. — Deux Centrales : une avec Berlin, une avec Amsterdam.

NORVEGE. — Deux Centrales : une avec Berlin, une autonome avec une forte minorité pour Berlin.

SUISSE. — Une Centrale avec Amsterdam.

ALLEMAGNE. — Une Centrale de 10 millions d'adhérents avec Amsterdam ; F.A.U.D. (Libre Fédération des Travailleurs d'Allemagne) avec Berlin, 100.000 adhérents ; Allemagne Ferbaid (communistes dissidents), au nombre de 70.000 avec Berlin.

ANGLETERRE. — Avec Amsterdam.

AUTRICHE. — Avec Amsterdam.

HOLLANDE. — Trois Sections, dont une à chaque Internationale.

BELGIQUE. — Une Section avec Amsterdam et les Chevaliers du Travail avec Moscou.

DANEMARK. — Deux Sections : une avec Moscou, une avec Berlin.

AMERIQUE DU SUD. — Argentine : Deux Centrales, une avec Berlin, une autonome. Uruguay : Une Centrale avec Berlin. Mexique : Avec Berlin. — Chili : Avec Berlin.

AMERIQUE DU NORD. — I.W.W. contre Moscou et avec Berlin ; Centrale de Gompers, autonome.

Seules la Russie et la France ont des Centrales adhérentes à l'I.S.R. de Moscou. Mais en Russie, le syndicalisme est une obligation d'Etat, et en France, vous connaissez la situation. Partout ailleurs, l'I.S.R. n'a que des groupes d'affinités sous la dépendance du Parti communiste avec lequel ils sont étroitement liés.

Quelle est la conséquence de l'adhésion de la C.G.T.U. à l'I.S.R. ?

« Insensiblement, mais d'une façon méthodique, le syndicalisme a glissé hors de son cadre originel pour se retrouver dans un cadre qui n'est pas le sien, celui du Parti et de l'Internationale Communistes. Le syndicalisme français, affirme vigoureusement Besnard, a perdu son caractère spécifique depuis que son autonomie n'est plus respectée. L'abdication qu'on lui a fait subir le conduit à une mort certaine. »

« Autrefois, des accords spontanés, tactiques, s'établissaient entre toutes les forces révolutionnaires lorsqu'il fallait agir, mais personne ne cherchait à tirer à soi la couverture, à imposer ses Comités d'action selon son propre point de vue, à rejeter les débris sur les autres. Tout cela est changé aujourd'hui. C'est pour quoi nous déclarons que nous rejetons formellement tous les Comités d'action, forme voilée de liaison organique. La C.G.T.U. seule est qualifiée pour prendre la direction d'un mouvement : libre aux autres organisations de l'assister si elles le veulent. »

« Nous savons que chacune des Internationales existantes, avec ses seules forces, ne peut faire face aux événements, mais l'union serait facile à sceller entre elles si elles la désiraient, et si une Centrale importante comme la C.G.T.U. se plaçait hors d'atteinte de toutes les Internationales, elle pourrait être le trait d'union nécessaire. »

### MATTON

« Nous admettons, dit Matton, que toutes les convictions se manifestent au sein du syndicalisme, mais les hommes qui les y défendent ne doivent pas agir d'après les directives émanant de groupements extérieurs. »

« On prétend que le syndicalisme ne se suffit pas à lui-même ? Oui, si les camarades croient bon d'aller cueillir ailleurs et ne lui apportent pas toute l'aide dont ils sont capables. »

### FERRE

Ferre félicite le message adressé par la Chancellerie soviétique au Gouvernement de Mussolini, consécutivement aux événements de Corfou :

« Je n'accepte, pour ma part, aucune solidarité avec un Gouvernement prétendu ouvrier qui n'hésite pas à se faire l'adulateur du fascisme assassin ! »

### LAFFORGUE

« Un reproche, dit Lafforgue, a été fait à la minorité : celui de n'attaquer parmi les partis que le seul Parti Communiste. Si nous n'attaquons que ce parti, c'est parce qu'il est le seul des partis révolutionnaires dont l'action menace l'autonomie syndicale. »

Lafforgue tient à mettre en garde le Congrès contre les véritables desseins de l'Internationale Communiste :

« Cette Internationale influence fâcheusement l'I. S. R. et elle est en passe de devenir, par la magie de Boukharine, une Internationale de défense nationaliste. Le communisme présente certains analogies avec le boulangisme. »

### LE PEN

Le Pen vient déposer la motion du Bâtiment :

« Vous me permettez de m'exprimer en ouvrier du bâtiment, c'est-à-dire en prolétaire, Vous me reprochez cette brutalité de

### ACCARY

« Il y a, dans notre C.G.T.U., des luttes de doctrines et non pas de tendances, deux doctrines : celle qui veut permettre au parti politique de subordonner le mouvement ouvrier — et l'autre qui entend assurer au syndicalisme sa place de premier plan. Là est tout le différend. »

« Vous prétendez que votre parti est révolutionnaire. Pour nous, il vaut le Parti socialiste d'avant-guerre. Vous avez renié la grève générale, qui est, dites-vous, quelque chose de désuet ? Mais, après l'avoir reniée dans vos Congrès et résolutions, vous nous demandez de la faire pour soutenir ce que vous appelez la révolution allemande. »

### Une preuve de subordination

Lecoin soulève une grosse émotion en posant la question suivante aux majoritaires du Congrès :

« Si nous étions démontré que les thèses et résolutions soumises à un Congrès syndical ont été étudiées en commun par les membres autorisés de la C. G. T. U. confédérale et du Parti Communiste, prendriez-vous cela pour de la subordination ? »

Et Lecoin, pour démontrer l'usage de telles pratiques, lit un texte de la Vie Ouvrière où il est dit que le C. S. R. espagnol a, dans une réunion tenue en commun avec le Parti Communiste, décidé d'accepter les directives du Parti Communiste en vue du Congrès de la C. N. T. espagnole.

### Quelques cas typiques

Totti dénonce les ordres secrets que détent le Parti Communiste au sujet de l'action communale syndicale. Il y a, au sein du Parti, deux sortes de camarades : les camarades sûrs et les camarades communistes peu sûrs. Les instructions du Parti ne doivent pas être communiquées aux camarades douteux. Toutes ces instructions ont pour but d'influencer la libre détermination du mouvement syndical.

Louise Heugel vient exposer un singulier exemple des entreprises communistes dans les Syndicats.

Jugée militante sûre à son syndicat par l'un des membres du Parti Directeur du P. C., ce dernier, le politicien Tommasi, lui proposa d'exploiter sa qualité de membre de la C. E. de l'Union des Syndicats de la Seine pour apporter des renseignements au Parti sur les travaux de la C. E.

Tommasi, déconcerté, s'en tira — mé-lodramatiquement — par une grande phrase sur l'action illégale d'un Parti révolutionnaire. Mais personne n'est dupe de sa rhétorique : l'apprenti-dictateur a été bel et bien pris au piège.

### TOTTI

Totti fait un beau discours où nous pouvons cueillir de substantielles vérités, comme celles-ci :

« La Révolution Russe ne sera pas exploitée par vous à cette tribune, et je jette entre vous et nous. Nous l'avons défendue plus pour ce que nous attendons que pour ce que nous avons. »

« A une heure ou d'autres mettaient leur épée et leurs galons au service des armées blanches, nous étions les apôtres d'une révolution qui nous tient plus à cœur pour le symbole qu'elle représente que pour les perspectives matérielles qu'elle nous ouvre. »

« Traqués, injuriés, menacés dans notre liberté et dans notre vie à cette époque, nous n'avons pas aujourd'hui à nous laisser flageller par d'autres au nom de la Révolution Russe. »

« Syndicalisme ! c'est notre espoir, c'est notre défense, à nous, et quand dans un Congrès syndicaliste, on vient nier l'existence de nos principes, en « défaitistes syndicaux », on brise ainsi le ressort des révolutionnaires. »

« La pratique de la violence érigée en institution fait que les foules un moment égares peuvent suivre un Robespierre, mais lui briser ensuite la mâchoire et le tuer en emportant la Révolution. »

« Le Congrès de Bourges, il y a plusieurs années, a rappelé que le but de la classe ouvrière n'était pas de se débarrasser de tel ou tel patron, de tel ou tel gouvernement, mais de se débarrasser de toutes les formes et succédanés du patronat et de l'Etat lui-même. »

« Le syndicalisme est comparable à ces géants fabuleux dont parlait Tosca, qui ne peuvent mourir parce qu'ils ne perdent jamais contact avec la terre. Torturé, amoindri dans ses organes essentiels, le syndicalisme reste lui aussi un géant toujours vivant, dont le corps pourra être mutilé, mais dont la vie demeure immortelle, parce que ses racines sont profondes. »

« Il porte en lui le secret de l'avenir, la vie de l'avenir ! »

### LAFFORGUE

« Un reproche, dit Lafforgue, a été fait à la minorité : celui de n'attaquer parmi les partis que le seul Parti Communiste. Si nous n'attaquons que ce parti, c'est parce qu'il est le seul des partis révolutionnaires dont l'action menace l'autonomie syndicale. »

Lafforgue tient à mettre en garde le Congrès contre les véritables desseins de l'Internationale Communiste :

« Cette Internationale influence fâcheusement l'I. S. R. et elle est en passe de devenir, par la magie de Boukharine, une Internationale de défense nationaliste. Le communisme présente certains analogies avec le boulangisme. »

### LE PEN

Le Pen vient déposer la motion du Bâtiment :



langage. En d'autres termes, quand elle vous servait, vous étiez heureux d'être protégés par notre violence.

J'ai été de ceux qui ont attaqué le syndicalisme de la collaboration de classes. Nous avons été les pionniers de la C.G.T.U. Nous ne nous appelons pas des brutes quand nous nous dressons contre la mortelle réforme. Si j'ai parlé de la dictature de la trêve, c'est pour défendre le syndicalisme de l'empire des partis.

« Votre majorité peut vous faire espérer un ententeur de l'autonomie syndicale, mais, pour la défendre, nous emploierons toutes les armes. Nous ne supporterons pas la subordination du syndicalisme à la subordination, les preuves de la subordination sont nombreuses. »

Et Le Pen donne lecture de divers articles des militants communistes à l'appui de son affirmation.

« Je voudrais entendre la majorité nous dire franchement : « Oui, nous sommes pour la subordination des syndicats par le Parti communiste ! »

La programme communiste ne comprend pas seulement la subordination du syndicalisme. Il a un appétit plus féroce. Il veut conquérir toutes les organisations coopératives, sportives, A.R.A.C. La subordination est votre cheval de bataille. Et Le Pen s'adresse à la majorité. Mais ce cheval pourrait bien être celui monté par la subordination, la destruction et la mort.

« Le Parti S.F.I.C., composé de patrons, d'officiers, de garde-chiourmes, n'est pas, en vérité, qualifié pour diriger les ouvriers. Ce n'est pas là, pour nous, une organisation de lutte de classes. Et nous lui démons le droit de le dire à tout groupe économique des travailleurs. »

« Ne vous tenez pas de votre majorité. La vérité aura son jour. Ici, le Congrès donne l'impression d'un Congrès politique. Dans les congrès de ce genre, je ne demande si nous, ouvriers, nous aurons notre place demain. »

Le Pen est contre tous les gouvernements. En Russie, des fonctionnaires ont remplacé ceux du tsarisme et se sont installés dans la révolution. Le peuple peut changer de maîtres ; tant qu'il ne se débarrassera pas de tous les maîtres, il ne sera pas émancipé.

### BROUTCHOUX

Broutchoux explique son évolution de Saint-Etienne à Bourges. Il dit qu'il a été victime de la part de Monmousseau et de ses amis de la majorité, d'un véritable abus de confiance. Il n'a pas tardé à voir clair dans le jeu des politiciens. Il a été le premier à se désolidariser des moscouitiques.

Aujourd'hui, la marmite des G.S.R. a rejoint la pression de celle du Bâtiment. Elles sont l'une et l'autre, prêtes à éclater. « Si vous votez la motion Sémard, vous consacrez la subordination du syndicalisme. Et, devant ce « casus belli », tout nous sera permis, tout sera légitime de notre part. Pour vous empêcher de jouer du fruit de votre crime — l'assassinat du syndicalisme — la minorité n'hésitera devant aucun acte. »

### COLOMER

#### TROP TARD !

« Nous enregistrons avec plaisir les déclarations de ceux qui, enfin, ont vu clair et se sont détachés de la majorité de Saint-Etienne. La conclusion énergique de Broutchoux nous réjouit. »

« Quant à nous, il n'y a rien de changé depuis le dernier congrès. Nous voici toujours logiques avec nous-mêmes, dénonçant les partis, quels qu'ils soient, dans leur volonté de subordonner la conscience et l'action des producteurs. A Lille même, nous parlons le même langage, et si nous nous sommes, Lecoq et moi, ralliés à la motion de la minorité, c'est après de longues hésitations, après l'avoir fait modifier et surtout parce que nous nous trouvons en face de l'Internationale communiste, et l'action des producteurs. A Lille même, nous parlons le même langage, et si nous nous sommes, Lecoq et moi, ralliés à la motion de la minorité, c'est après de longues hésitations, après l'avoir fait modifier et surtout parce que nous nous trouvons en face de l'Internationale communiste, et l'action des producteurs. »

Broutchoux, Lartigue, Laforgue, Marie Guillot, Cazals, Louise Leclercq et d'autres, sont venus à la minorité syndicaliste. Mais n'est-il pas un peu tard aujourd'hui ? N'est-il pas trop tard ?

« Car nous vivons, dans la C.G.T.U., bien liés au Parti communiste, pieds et poings liés même, par Moscou. »

### LIAISONS...

« Camarades des G. S. R., vous étiez pour les liaisons consistant à :

« Voyez votre œuvre. Avec votre complicité (celle que vous avez voulue à Saint-Etienne), l'Internationale communiste a été et ne cesse de créer les circonstances nécessaires de liaison entre le parti politique et l'organisation syndicale. Ce n'est pas seulement, comme on l'a dit, Poincaré et Stresemann qui occasionnent ces circonstances, mais également les dictateurs et les diplomates de Moscou. »

Et Colomer signale les bluffs successifs au sujet de la Révolution russe et de la Révolution allemande.

« Avec qui la C. G. T. U. va-t-elle effectuer des liaisons ? En théorie, c'est avec tous les partis et les groupes se réclamant de la lutte de classe. Mais le bureau central, Monmousseau, pour tout dire, a un destinement en rapport avec le comité directeur du P. C., qui lui-même reçoit les ordres de l'Internationale communiste, se chargera d'interpréter politiquement la formule : « Lutte de classes. »

« Ainsi, on constituera des comités d'action contre l'impérialisme et la guerre, qui auront pour but, à priori, de lutter contre toutes formes d'impérialisme, à l'exception de l'impérialisme bolcheviste, de se dresser contre toute guerre, sauf contre celle qui viendra de Russie et servira la Russie. »

« C'est ainsi qu'on nous a contraints, par l'admission de tels principes, de sortir du Comité d'Action contre l'impérialisme et la guerre. C'est ainsi que l'on a saboté, par ordre de Moscou, le Comité général pour l'amitié et le Comité Nicolas-Malen, parce qu'ils ne servaient pas la politique bolcheviste et ne voulaient pas se soumettre aux fins de l'Internationale communiste. »

« La C. G. T. U., en fait, ne se lie donc qu'avec un seul parti, celui qui représente les intérêts du gouvernement russe. »

### GOVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE !

« Mais, dit Monmousseau, ce parti est celui de la Révolution, ce gouvernement est un gouvernement révolutionnaire. »

« Nous répondons qu'il ne peut y avoir de gouvernement de la Révolution, car la Révolution, c'est le prolétariat supprimant tous les gouvernements et prenant en mains les instruments de travail ; ce sont les travailleurs prenant par la violence toute leur liberté de consommer et de produire. »

« Or, quelle fut l'action du parti bolcheviste dans la Révolution russe ? Quelle est l'attitude de ce parti à l'égard des ouvriers révolutionnaires ?

Ici, Colomer cite quelques passages caractéristiques de la Répression de l'anarchisme en Russie Soviétique (1), démon-

trant que le parti communiste ne prit le pouvoir en Russie que pour stabiliser le mouvement d'émancipation des travailleurs et pour mettre en tutelle les organisations syndicales.

S'appuyant sur l'étude de Kolontai : « L'Opposition Ouvrière » (2), Colomer dépeint la triste situation sociale qui est née, dans l'état d'urgence, au prolétariat russe, à la mort, au cœur, la vie d'assise et même de luxe qui est accordée aux fonctionnaires des Soviets, dont un grand nombre sont issus de l'ancien régime. »

« On ose nous qualifier de petits bourgeois, quand nous avons la preuve que la petite et la grosse bourgeoisie sont plus favorisées aujourd'hui, par les dictateurs du prolétariat que les plus qualifiées des producteurs. »

Enfin, Colomer fit connaître, toujours d'après Kolontai, l'ancien peu suspect aux yeux des communistes, le rôle attribué aux syndicats par les leaders du Parti communiste, par les gouvernements de Moscou : un rôle subalterne de femme de ménage qui n'a pas voix au chapitre dans l'organisation de la production. »

« C'est cette mise en tutelle des travailleurs que vous voudriez acclamer dans tous les pays du monde. Mais partout il y a des hommes de conscience, parmi les ouvriers, pour s'y opposer. En Russie aussi, il y a une opposition ouvrière. Mais vous l'avez menacée des foudres de votre simple d'office. Ceux qui se sont inclinés, comme Kolontai ou Monmousseau, sont vu récompenser par des postes d'ambassadeur ou de secrétaire de la C.G.T.U. française. Ceux qui ont résisté, on les a assassinés ou envoyés en prison. »

### « VOUS ETES DES ASSASSINS »

« Monmousseau, secrétaire confédéral, a fait de la C. G. T. U. un bouillon de culture pour idées bolchevistes. Il voudrait faire de la classe ouvrière française la chair à expérience de la politique du gouvernement de Moscou. Il l'a déclaré : « Nous sommes solidaires du gouvernement des Soviets. » Voilà qui est franc. Mais permettez-moi de l'être, nous aussi :

« Monmousseau, votre secrétaire confédéral, est soldat du gouvernement qui persécute les meilleurs ouvriers de l'émancipation prolétarienne. Complice d'un gouvernement d'assassins, il mérite que nous le considérons lui-même comme un assassin légal. En lui accordant votre confiance, délégués de la majorité, allez-vous, à votre tour, vous rendre les complices des bourreaux de l'opposition ouvrière en Russie ? Hélas ! je le crains bien. »

« Mais alors vous comprendrez qu'à notre tour, solidaires des martyrisés, des assassinés, nous nous insurgeons contre la dictature. Vous prenez le pouvoir. Soit. Eh bien, vous nous trouverez devant vous en état d'insurrection ! »

### MONIER ET LARTIGUE

Après les discours de Monier qui présente la motion du Bâtiment comme la seule qui garantisse la vitalité et le triomphe du syndicalisme révolutionnaire et de Lartigue qui, malgré ses débâcles, qu'il confesse, se fait force des illusions sur la possibilité de faire du syndicalisme au sein de l'I.S.R., la parole est à un honnête homme :

### CAZALS

« Je veux répondre à un argument de mon camarade Raynaud. Raynaud a dit : « Les responsables de l'inaction actuelle sont ceux qui ont soulevé de nouvelles questions, des questions qui nous ont fait la première fois que j'entends ce reproche. Tu le souviens, Tomassi, quand nous étions quatre ou cinq dans les Comités confédéraux de la vieille C.G.T. à combattre le syndicalisme de collaboration de classe, ou nous apportait le même argument. »

« Si la C.G.T.U. est frappée d'impuissance, a affirmé la majorité, la faute en est aux G.S.R. et aux camarades du Bâtiment. Une telle affirmation constitue une altération de la vérité. La C.G.T.U. est frappée d'impuissance par les menées de ceux qui ont été les inspirateurs du scandaleux et divisionniste message de l'I.S.R. »

« Nous ne pouvons pas, dit-il concevoir le syndicalisme comme un agglomérat de partis extérieurs. La tendance qui n'est pas dans un parti politique, telle, par exemple, celle de nos camarades du Bâtiment, qu'en faites-vous ? Notre désaccord réside dans l'interprétation de ce qu'on appelle « l'autonomie syndicale ». Il ne suffit pas de se dire pour l'autonomie, il faut vouloir l'autonomie réelle. On a sorti les paroles de Frossard à Saint-Etienne disant : « N'est subordonnée qu'une organisation faible ». Ce qui ne fait qu'avec les divisions qu'introduisent chez nous les commissions syndicales, c'est que vous réduisez la C.G.T.U. à une telle faiblesse qu'elle accepte la subordination. »

### Monmousseau parle au nom de l'Internationale Communiste

Du discours de Monmousseau, longuement reproduit dans les colonnes de « l'Humanité », nous retiendrons ces deux phrases caractéristiques dans la bouche d'un secrétaire de la C.G.T.U. :

« JE SUIS ICI UN DEFENSEUR DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE... »

« L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE ET LA REVOLUTION Russe NE FONT QU'UN. »

### Et la majorité consacre la bolchevisation de la C. G. T. U.

Tout a été dit, de part et d'autre. Rien n'a pu décoller les yeux, déboucher les oreilles. Ce n'est pas un Congrès de délégués syndicaux, c'est un conseil de croyants, une assemblée de fidèles. La bolchevisation de la C.G.T.U. (motion Sémard) est votée par 978 mandats. 222 syndicates se prononcent pour la motion du Bâtiment.

Gravement, du haut de la tribune, le camarade Monier, qui préside, déclare : « Ce triomphe de la majorité est la mort du syndicalisme. »

### Dans notre prochain numéro, lire : « Les anarchistes dans la Révolution », discours in extenso de Colomer et de Lecoq au Congrès de Bourges, à propos des événements d'Allemagne.

### Compagnon, PRIVE-TOI de tout ce qui n'est pas indispensable à ta santé et à celle de ta famille.

### Et verse à notre LIBERTAIRE QUOTIDIEN ce que représente cette privation.

(1) En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Prix : 5 francs.

(2) Ibid., 262-268.

(3) Code pénal, loi du 24 mai 1930.

# L'ETAT MEURTIER

L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, a hérité des anciennes monarchies leur caractère divin d'absolutisme et d'indivisibilité. Qu'il s'agisse d'un Pharaon déifié des son vivant et s'adorant lui-même ou d'un empereur romain apothéosé après sa mort, d'un roi sacré par l'huile de la sainte ampoule ou d'une république recevant son sacre du suffrage universel, c'est toujours le même Pouvoir identique à travers ses avatars, planant très haut au-dessus de la foule prosternée, se débattant, alors même qu'il paraît les provoquer, aux piteuses épreuves.

Une des attributions les plus importantes, c'est évidemment le droit de mort sur ses sujets. Ce droit, il l'a imprescriptible et inaliénable, dans sa triple incarnation de pouvoir militaire, de pouvoir économique et de pouvoir judiciaire ; à tel point que, l'en déshonorant, ce serait, au même coup, le décapiter et le faire périr. Et qu'on ne parle pas d'égalité devant la loi : il ne saurait être question d'une telle égalité entre l'individu et l'Etat : l'Etat s'est fait la part du lion : il défend son autorité avec des griffes puissantes contre les simples mortels, dont il a, au préalable, réglé les ongles.

Tout d'abord, l'article 327 du Code pénal excuse en bloc toutes les violences et tous les homicides commis au nom de la Loi : il est entendu qu'elle a toujours raison, quand elle bouscule ou tue les gens : c'est un axiome.

Ensuite, pour l'ensemble : voyons le détail. Comme organisme militaire, l'Etat n'impose de défendre son territoire, ses flottes, ses arsenaux, ses forteresses, en un mot, ses organes essentiels, et même ceux de ses alliés s'il en a. C'est pour cela que, instrument aveugle de l'Etat, je dois tuer, et, au besoin, me faire tuer. Je m'avisais tout d'un coup, d'un moment, d'un coup, et je trouve que les cartes ont été bien souvent remaniées et les alliances nouées et dénouées, pour que je puisse avec sûreté reconnaître ma patrie ou ses amis. J'estime que les puissances belligères en présence ont également tort : car, dans l'écheveau embrouillé des guerres internationales, bien fin serait qui pourrait saisir le bout ; et, entendant l'hypocrisie : Desarmes les premiers, messieurs les Anglais, je soupçonne des intentions perfides à qui ne veut pas donner l'exemple. Je réfléchis qu'après tout le jeu n'en vaut pas la chandelle, que l'unique question en litige est celle-ci : Quels seront nos maîtres, demain, à qui devrons l'obéissance et le tribut ? ou : Combien, par la conquête, me donnerai-je de compagnons d'esclavage ? Je juge que je serai bien aussi avancé en restant les bras croisés : je veux donc être neutre. Point, on ne me demande pas mon avis : il faut marcher quand même. Je cède, d'un moment, d'un coup, et je me trouve, à l'heure où je dois, chose inattendue, pour moi, poursuivi, l'Etat d'une lutte d'intérêts, les miens, à moi, réalité vivante, ne balancerait-ils pas ceux de l'Etat abstrait ? — ou bien, d'après les impulsions du sentiment, si, plus scrupuleux que l'Etat, je cherche un plus haut idéal, à l'heure où je dois, chose inattendue, pour moi, poursuivi, l'Etat d'une lutte d'intérêts, les miens, à moi, réalité vivante, ne balancerait-ils pas ceux de l'Etat abstrait ? — ou bien, d'après les impulsions du sentiment, si, plus scrupuleux que l'Etat, je cherche un plus haut idéal, à l'heure où je dois, chose inattendue, pour moi, poursuivi, l'Etat d'une lutte d'intérêts, les miens, à moi, réalité vivante, ne balancerait-ils pas ceux de l'Etat abstrait ?

(1) Ibid., 301, 302, 316, 317.

## Victimes de la Guerre et... de l'« Action Française » par ricochet

« Au nom de l'Armée, j'interdis au traître Malvy d'offenser les morts, ses victimes ! »

C'est par ces paroles pleines de promesses — promesses de coups de poing sur la figure et de coups de pied quelque part — que le lieutenant-colonel en retraite, M. Calé, officier de la Légion d'honneur, accueilli par M. Malvy, ministre de la Guerre, venu à Nadiac-Roc (Lot), le 11 novembre, pour inaugurer un monument aux « morts pour la patrie ».

Des incidents, naturellement, se produisirent, dont toute la presse a fait mention. Le Petit Parisien a publié, en 3<sup>e</sup> page, les quelques lignes suivantes :

Cahors, 12 novembre (dép. Radio). — Hier, à Nadiac-Roc, commémoration de la victoire de 1918, pendant l'inauguration du monument aux morts, présidé par M. J.-L. Malvy, un lieutenant-colonel et deux sous-officiers en uniforme, arrivés le matin dans la localité, furent arrêtés et conduits au commissariat de police. Le lieutenant-colonel prononça les mots suivants : « Au nom de l'Armée, j'interdis... », mais il ne put terminer la phrase. Des assistants s'élevèrent précipités sur lui et sur ses deux subordonnés et les frappèrent avec violence. Le lieutenant-colonel fut grièvement blessé. Après la bagarre, les trois militaires furent conduits par les gendarmes à Gourdon.

Deux des personnes qui les avaient frappés, un ardent et un autre, furent relâchés après avoir fait connaître leur identité. (Les trois militaires dont il est question dans la dépêche ci-dessus sont le lieutenant-colonel Calé, officier de la Légion d'honneur, et MM. Max Bichel et Charles Denis, sous-officiers de réserve.)

Le « héros » de cette histoire commandait, pendant la guerre, le 3<sup>e</sup> bataillon du 101<sup>e</sup> régiment d'infanterie, corps très dévoué aux idées d'Action Française.

Je l'ai bien connu, ce commandant Calé, car nous nous sommes connus à la fin de la guerre, quand j'étais en garnison à Nadiac-Roc. J'étais jeune et je ne savais pas que j'étais l'ennemi de l'Action Française, durant la période barbare, à ce 101<sup>e</sup> régiment d'infanterie, « qui était une véritable pépinière de camélot du roi ».

Ce commandant Calé était, certes, un « royaliste » fanatique, mais — fait curieux à noter — ce n'était pas un « buveur de sang » et il ne se montrait guère prodigue du sang de ses hommes.

Si je suis bien informé, il était même, maintes fois, malade à partir avec le commandement parce qu'il était trop économe des vies humaines. Rendons à César... Dans ce même 101<sup>e</sup> d'infanterie se trouvaient, au contraire, des « héros » d'Action Française, le lieutenant Raymond Batardy, le même qui, le 7 octobre dernier, à Creysse (Lot), se rua, avec ses amis, sur Malvy, lequel (décidément) est une maladie chez lui comme chez Poincaré se disposait à inaugurer un « monument aux morts ».

Monsieur Batardy, comme son am et son supérieur, le commandant Calé, était un royaliste « fanatique », prisant beaucoup le danger et les « missions périlleuses ». C'était un spécialiste des « coups de main ».

La guerre terminée, il dut amèrement regretter de ne plus pouvoir se livrer à son sport favori, qui consistait à pénétrer dans une tranchée ennemie et d'en ramener quelques prisonniers.

Comme en temps de paix il est assez difficile de se livrer à ce genre d'exercice, ce jeune et bouillant officier dut être bien ennuyé. Mais, comme on la vu, il ne s'est pas découragé. Ne rencontrant plus de « boches » en France, il a trouvé un moyen d'occuper ses loisirs : il a découvert, en France, des « Français » qui sont « boches » tout en étant « Français ». Ce sont, vous l'avez deviné, les « boches » de l'Intérieur. Et ce « brave à trois poils » continue à s'en donner à cœur joie.

Quoi que « camélot du roi », ce n'était pas un mauvais garçon.

Mais revenons à la phrase lapidaire prononcée par le lieutenant-colonel Calé, le 11 novembre :

« Au nom de l'Armée, j'interdis au traître Malvy d'offenser les morts, ses victimes ! » Nous n'avons pas, ici, à prendre la défense de l'ancien ministre, mais il est bon, en l'occurrence, de préciser que ce sont se trouvent les responsables, puisque victimes — et elles sont nombreuses — il y a. Qu'on ne se méprenne pas sur le terme « victimes ».

Pour nous, les morts de la guerre, tous les morts de la guerre, ainsi que leurs parents et leurs descendants, sont des victimes d'un parti, d'une école militariste qui a de ferveurs adeptes dans tous les pays et de chauds partisans à l'Action Française.

L'Action Française était-elle, oui ou non, avant la guerre, un de ces partis qui désiraient la guerre, et qui étaient prêts à sacrifier toute la France, en échange d'une bonne saignée et de l'Alsace-Lorraine ?

La réponse n'est pas douteuse : l'Action Française, par l'action qu'elle a menée avant 1914, a poussé, elle aussi, dans la mesure de ses moyens, à la grande tuerie, et les victimes de son odieuse propagande sont enfilées aujourd'hui, par centaines de milliers, dans la terre froide des champs de carnage.

Et d'autres tombent encore, victimes indirectes de la guerre, mais victimes car, c'est la politique d'Action Française. C'est ainsi qu'on a pu lire, ces jours-ci, dans la presse, l'information suivante :

LE MARI ETAIT MORT A LA COTE 304. FOLLE, ELLE VEUT QU'UN TAXI L'Y CONDUISE.

S'adressant à un chauffeur de taxi, une femme portant un petit sac de voyage à la main, se fit conduire au Bourget : « Je dois prendre un avion », dit-elle au chauffeur. Arrivé au centre d'aviation, elle descendit de voiture, disparut, puis revint :

« L'avion est parti. Emmenez-moi à Issy-les-Moulineaux. »

Issy, la scène se renouvela. Pris de doute, le chauffeur la questionna :

— Ou désirez-vous donc aller ?

— A la cote 304, retrouver mon mari.

— A la cote 304 ? Mais je vais vous y conduire immédiatement.

Et quelques minutes après, le taxi stoppa devant le commissariat de police de Vanves.

Et, devant le commissaire, la voyageuse tint des propos qui ne laissent pas de soupçons sur son état mental. C'est une veuve, mère d'un enfant de onze ans, Mme Lourd, demeurant impasse des Astronomes, à Paris. La mort de son mari, survenue à la cote 304, l'a rendue si étonnante victime de la guerre à son tour, elle a dû être emmenée à l'infirmerie spéciale, son enfant, orphelin de père, seul, désormais, a été prévenu.

Triste, n'est-ce pas ?

Mais voulez-vous parler que nombre de bons Français n'ont pas médité sur ce petit fait-divers — moins important sans doute, que le discours hebdomadaire de notre Raymond national ! — et ont tourné la page, s'inquiétant de ce qu'on joue actuellement aux Folies-Bergère ou au Casino de Paris.

Vous pensez bien que ce grand peuple, qui a gagné la guerre et « qui a tué les boches », ne se souvient même plus — ou ne veut même plus se souvenir — des horreurs vécues et des souffrances endurées pendant plus de quatre ans.

La guerre, l'existence des guerres n'est-elle pas aussi naturelle que celle de la vie chère, que tout « bon citoyen » doit endurer passivement et sans réclamation ? Notre bon peuple de « caf'conc' » et de Mardis-Frais est tout prêt à remettre son âme, s'il le faut, et à chanter que :

Mourir pour la patrie... C'est le sort le plus beau, Le plus digne d'envie...

La malheureuse qui voulait retrouver son mari à la cote 304 était peut-être de celles qui, en 1914, tombaient en pâmoison devant les affiches de mobilisation, sans savoir pourquoi sans doute... Mais le sacrifice des bons et mauvais jours a connu la mort horrible, dans les fils barbelés ! Alors, la pauvre femme, devant l'irréparable, désormais seule dans le sentier bourbeux qu'est la vie — pour certains — a peut-être compris le néant de ce mot : Patrie, et deviné enfin l'ignominieuse mensonge au nom duquel son mari avait donné sa vie !

Hélas ! il était trop tard : le mal fit son œuvre et la guerre une victime de plus. Ah ! camarades, quand fonderons-nous le grand parti de l'anti-guerre — « l'anti-France », s'il le veut et si cette expression est synonyme d'anti-guerre ? — lequel, en dehors de toutes tendances et de toutes croyances philosophiques, groupera dans son sein TOUS CEUX QUI SONT DECIDES A AGIR POUR LA PAIX. LE JOUR D'UNE DECLARATION DE GUERRE ?

CAMARADES, REFLECHISSEZ-Y !

Quant à vous, colonel Calé, pensez aux victimes de l'Action Française.

Lucien LEAUTE.

LA FARCE MACABRE

## Morue

Dans le tas des ordures que les empêcheurs de l'arrière réservaient pour la pitance des soldats, on découvrit un stock de morues avariées.

Cette immonde chose s'appela : Morue Française... Morue bien patriotique, comme l'on voit, de circonstance, et idoine à devenir la pâture des défenses du territoire.

Il y eut plus tard la gelatine d'os et de sabots de cheval qu'un honnête restaurateur des grands boulevards lança en tubes vers les tranchées sous le titre d'atiment complet. Mais ce fut la Morue Française qui remporta la palme, et fut imposée le plus longtemps aux guerriers.

Si les fournisseurs de l'armée avaient été outillés pour fabriquer de la confiture nationale avec leurs propres excréments, il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'ils ne l'eussent fait agréer par leurs compères de l'Intendance, qui auraient considéré comme un devoir sacré d'en régaler leurs pensionnaires.

En engloutissant-on de cette Morue Française ?

On avait su, ma foi, la rendre fort appétissante, en la saupoudrant simplement d'acide borique, et c'était comme cela un velours pour l'estomac dont les troupiers pouvaient s'empêcher à gueule que veux-tu.

On la brouillait nature, telle quelle, sur son pain, en guise de casse-croûte. Elle s'engloutit dans la colle de pâte au riz à moitié cuite. Elle nageait sinistrement verdâtre et glauque dans le broet sale et nauséabond d'une dizaine de haricots, rongés aux vers, ridés et durs comme de la pierre, s'échouant chaque fois que l'on commettait l'imprudence d'agiter sa gamelle.

C'était été une idée féroce que ces coquins avaient eu de liquider de cette façon leur montagne de poissons pourris, dont les cochons et les civils les plus revanchards n'auraient pas voulu eux-mêmes.

Morue Française, morue à soldats ! Cela cadrait à ravir avec l'infâme Madelon, la Marseillaise des condamnés à mort de la guerre, que les poilus ivres beuglaient à travers les ruelles des villages où on les parquait au repos entre deux tueries.

Morue Française ! nourriture pour le corps... Madelon ! nourriture pour l'esprit. Avec cela, les gars pouvaient avoir du cœur au ventre, et gagner des batailles...

Allez les enfants ! Votre mère PATRIE vous aime, et a les yeux fixés sur vous ! — Bouffiez de la charogne de morue, bouffiez de la Madelon ! — Si vous n'en crevez pas, mes drôles, vous débouillerez peut-être tripes et boyaux. Mais cela ne vous empêchera point d'avoir été jusqu'au bout des héros (7) tels que vos maîtres vous désiraient...

Brutus MERCEREAU.

# CRITIQUE LIBRE

## A Léauté

Estimant que l'engorgement du Libéraire par des expôts de pur dilettantisme littéraire, suit à l'écarter d'articles, de doctrines, beaucoup plus intéressants, je m'efforcerai d'être bref mais à réponse à votre petit dernier.

Ne vous connaissez que par les articles que vous signez dans ce journal, je vous crois jeune, enthousiaste et... naïf.

Il faut, en effet, que vous soyez jeune pour dire que Poldès sert la vérité au « Club du Faubourg ».

J'ai observé le personnage, et je considère qu'il mène le « Club », en bon mercant, comme une affaire. C'est surtout un politicien et un roublard : un de ses procédés familiers : invitations flagorneuses et pressantes aux individualités qu'il considère comme marquant, peu ou prou, dans leur milieu respectif, dénote bien le sens de la réclame qu'ils possèdent à fond ; ce procédé lui réussit d'ailleurs, et c'est grâce à lui qu'il parvient à se faire, dans nos organes même, une publicité gratuite, exemple : celle que vous lui fîtes dans le dernier numéro du Libéraire. Sa façon de mener ce qu'il intitule « Débats libres », avec juges, accusateur, avocat, jury (il ne manque plus que quelques flics pour que la comédie soit complète) ; l'art consommé qu'il met à distribuer à tous égaux bêtise et pomadede déraison, tout cela ne sent qu'une chose : le cabotage.

Laissez-moi sourire quand vous causez de l'utilité et de l'intérêt des débats du « Faubourg ». — Moyennant un droit d'entrée de 2 francs à chaque fois, j'ai assisté à 6 ou 7 de ces utiles débats : j'y ai entendu ergoter, politicien, métaphysique ; quelques députés, 2 ou 3 généraux, et des curés ; une seule fois, j'en eus pour mon argent : un pauvre diable, pendant une heure et demie, se disloquant, pour arriver à convaincre l'auditoire de l'existence des esprits, plumes, ectoplasmes, etc. ; ce jour-là, Valabre fut utile et intéressant... pour ma rate.

Le « Club du Faubourg » n'est que pour l'un : cabotage et politique pour les autres. Passons à la Garçonne. — Vous allez un peu fort quand vous déclarez : « On doit être reconnaissant à V. Marguerite de nous avoir montré la bourgeoisie d'après-guerre telle qu'elle est. » Non, mais, sans blague ? de la reconnaissance à Monsieur Marguerite ! Les bourgeois d'avant, pendant ou après guerre, nous savons ce qu'ils valent ; vous ajoutez : « nous ne pouvons que le féliciter de son acte audacieux. » Son audace ? Voyez plutôt ! A lire cette dernière phrase, un rapprochement se fit dans mon esprit : je me souvins d'avoir été accosté, certain soir, près d'une gare, par un pauvre hère, qui, à toute force, voulait me vendre pour 20 sous, une brochure : « les 3 positions » et je me demandai quel était le plus courageux des deux : du camélot famélique qui risquait, en offrant sa brochure, d'aller coucher au poste, ou du « célèbre écrivain » dont l'audace consistait à empocher quelques centaines de mille francs de droits d'auteur.

Votre jeunesse ardue trouve La Garçonne intéressante, loyale, franche, mais à quel chapitre avez-vous vu ça ? Voyez-vous cette pauvre fille, à qui, au moment le plus critique de son existence, il ne reste que 300.000 francs ! La malheureuse ! A Révolte contre l'hypocrisie bourgeoise », elle plaie sa famille, et, à travers deux cents pages, va « franchement » galvauder sa révolte, des sottises soyeuses de la « maison de rendez-vous de luxe, aux canapés gras du « bout » crapuleux, en passant par la fumée d'opium, la morphine, la coco et autres genres d'émancipation ! Contre tous les préjugés bourgeois, elle se dresse », déclarez-vous : mais non : elle fait dresser. Toutes ces occupations éminemment franches, loyales, intéressantes, ne l'empêchent d'ailleurs nullement de penser à ses petites affaires, car sa révolte ne roule qu'en auto et ne couche que dans la soie, et, flânant les vices de tous les parasites pervers : maquereaux, tapettes, gougnottes qui l'entourent, elle en vit grassement, richement, franchement ; a révolte jusqu'au bout, elle finit en préparant de pair ; un bon petit mariage bien bourgeois et la constitution d'un atelier modeste, où, probablement « révolte » toujours, elle exploitera « loyalement » les malheureuses qui l'enrichiront.







